

La Ferté Saint-Aubin (45240) le 9/02/2019

NB : Les contributions listées ci-dessous sont la retranscription littérale, par les rapporteurs, des débats qui se sont tenus par tables de 8/10 personnes, sur 8 tables au total, pendant 2 heures et 30 mn, soit les contributions d'environ 80 personnes. Pour plus de lisibilité les contributions ont été rassemblées par grands sujets quand cela était possible.

FISCALITE ET DÉPENSES PUBLIQUES

Personnes retraitées / personnes âgées :

- les retraités étaient aussi des donateurs forts pour les associations, mais avec la CSG et de la désindexation des retraites leur pouvoir d'achat a baissé, en particulier pour les personnes seules (ex : ½ part veuve).
- Comment sont financées les retraites aujourd'hui et demain ? En liaison avec le chômage et l'avenir des emplois. Problématique des jeunes en particulier.
- pour les retraites, quelle progressivité ? Quid de la CSG ? Pourquoi toujours sur les retraités ? Reconnaissance de la valeur travail. Question des conditions d'insertion des jeunes sur le marché du travail.
- fiscalité sur les retraités : supprimer la CSG pour les faibles revenus (2000 euros par couple). Ils ont déjà cotisé.
- Baisser la CSG pour les retraités et les personnes handicapées.
- Baisse des retraites et en face des augmentations de frais bancaires, des mutuelles : baisse pouvoir d'achat
- La question des personnes âgées avec des inégalités selon les territoires ; désert médical. Problème des facultés de médecine ; être plus directif sur les affectations (+ question du numerus clausus). La santé est un service public important

Fiscalité des ménages et niveau de vie :

- remettre l'ISF car sa suppression est une catastrophe pour les associations (baisse de 50% des dons)
- rétablir l'ISF (au lieu de l'IFI aujourd'hui). Mesurer l'impact des cadeaux fiscaux ?
- revoir les niches fiscales (474 niches). Supprimer certaines (interdiction de l'optimisation fiscale) et plafonner d'autres.
- réduire la TVA sur les biens de première nécessité (0% ?) et l'augmenter sur les produits de luxe. Jouer sur les taux. Attention à ne pas tout bousculer cependant.
- réduire la TVA sur les biens de circuit court et augmenter la TVA sur les biens importés. Favoriser les consommations locales et nationales (rôle de l'Europe).
- Supprimer la TVA appliquée sur les taxes (ENERGIE – DECHETS – EAU)
- plafonner les frais bancaires (incidents bancaires)
- Préserver la classe moyenne
- Diminution des Taxes sur les carburants/énergie
- augmentation des produits alimentaires liée à la loi sur l'alimentation.
- Inflation sur les produits alimentaires depuis le passage à l'euro a un impact direct sur la charge fiscale afférente.
- Progressivité de l'impôt (payer plus quand on gagne plus) ; base de la solidarité. Trop d'impôts ne fonctionnent pas comme cela. Rajouter des tranches sur l'impôt sur le revenu.
- les amendes proportionnelles au revenu...débat autour de cette question (égalité devant les lois).
- l'inégalité organisée de la société ; traiter les inégalités à la source. La gestion du bien public ; les services publics essentiels. C'est terrifiant ce qui se passe dans les hôpitaux...suppression des postes dans l'éducation
- instaurer l'égalité salariale hommes-femmes
- « Nationalisation de l'impôt » (en fonction de la nationalité quelle que soit la domiciliation).
- Lier l'impôt à la nationalité (imposer en France même ceux qui travaillent à l'étranger)

- Tout le monde devrait payer l'impôt sur le revenu. Au moins symboliquement ; c'est une geste citoyen. « Je contribue » au fonctionnement du pays.
- Un impôt sur le revenu au 1^{ER} €, un impôt sur le revenu calculé sur le revenu net réellement touché
- Payer plus d'impôt sur les héritages (fruit du travail d'autrui), avec plafonnement.
- Inciter les hauts revenus à investir dans les petites entreprises. Le montant investi serait déduit de leur imposition

Fiscalité des entreprises et aides :

- Baisser les taxes sur les produits fabriqués en France
- Baisser les charges sur le travail
- Harmoniser les fiscalités au niveau européen pour avoir les mêmes règles du jeu
- récupérer l'argent placé à l'étranger ; organiser des boycotts contre les sociétés qui ne paient pas d'impôts en France. L'évasion fiscale devrait être dans les caisses de l'Etat.
- Taxer les GAFA
- Suppression du CICE pour les grosses sociétés = adapter les aides pour les PME /PMI
- La question du CICE, redistribuée aux grandes entreprises. 2019 est une année à 40 milliards par le changement de calcul. Favorise les structures qui ont une organisation suffisante...refavoriser les PME.
- Pénaliser les entreprises qui n'ont pas respecté leurs engagements du CICE
- Suppression des 8 nouvelles taxes créées sous Macron, 192 taxes à faible rendement, taxer les gros groupes en fonction de la masse salariale (plus de salariés, moins d'impôts)
- Diminuer les aides aux entreprises qui n'ont pas de difficultés et aider les PME/PMI
- Mieux contrôler les aides versées sur les entreprises et récupérer les fonds indûment versés.
- Ne plus donner d'argent public aux entreprises qui partent à l'étranger et ne rendent pas les aides reçues
- Supprimer les avantages fiscaux aux entreprises du CAC40

Dépenses publiques :

- Utiliser l'argent public pour l'installation des médecins, dentistes, gynéco, ophtalmos dans les communes
- Rationnaliser les dépenses plutôt que supprimer des pans de l'intervention publique. Fierte du service public.
- Réduire les déficits en évitant les gaspillages de dépenses (cf. rapport cour des comptes). Quid des grands corps d'Etat, des comités « Théodule » ? Est-ce symbolique ?
- Gabegie sur les dépenses publiques. Question sur les avantages des « élites »...
- Cotisation des députés, sénateurs, leurs retraites...quelle justification ? Retour au « citoyen lambda » après un mandat.
- Trop de parlementaires (cher)
- Salaires des hauts fonctionnaires à revoir (huissiers et rapporteurs du Parlement par exemple)
- Relation entre le travail parlementaire effectué (et présence en séance) et la rémunération des élus. Présence obligatoire.
- Supprimer les dépenses sur les ex-présidents, ex-élus...questions des cumuls de rémunération. Les efforts doivent être pour tous. Réduire le train de vie de l'Etat (ex : démission ministre en Suède).
- Pourquoi les ministres ont leurs salaires et avantages quand ils ne sont plus en poste ?
- Revoir certains avantages discutables de certains élus, comme les frais d'obsèques
- Si cumul des mandats ne verser qu'un seul salaire
- Savoir où va l'argent public – transparence - Sur les dépenses publiques, manque de clarté, d'explication. On peut adhérer à des choses si explication.
- Redistribution inscrite dans la constitution pour encadrer les pratiques des gouvernements.
- Economie sur la défense nucléaire, sur l'ensemble des armements ?

- L'éducation : 1^{er} ou 2^{ème} budget de l'Etat. La démographie va dans le sens de moins d'enfants (trop faible mobilité professionnelle des fonctionnaires)...dans le même temps, est-ce que tous les moyens sont bien arbitrés (administration centrale, moyens de proximité). Dispersion des options qui rend trop complexe la gestion ; revenir à l'essentiel.
- Le grand Paris...les investissements pour les transports en commun ne sont pas tous assurés.
- Réallouer des moyens des services publics vers les campagnes. Ne pas toujours cibler les quartiers urbains ; ne pas oublier les zones rurales.
- Redéfinir les services publics...Qui sont les bénéficiaires de ces services ? Paradoxe : l'équilibre financier des services publics (logique financière). Exemple l'hôpital ou l'éducation : accès à tous mais sortir des logiques purement financières. Revoir les arbitrages, l'allocation des moyens (les banques doivent jouer le jeu).
- Revenir à l'origine du fonctionnement de la caisse primaire d'assurance-maladie ; revoir les conditions de la relation contribution / droits.
- Mieux contrôler les allocations allouées.
- Abus à la sécurité sociale (ex : les cures) ; problème d'organisation et non pas individuel.
- L'APL...revenir sur des critères de revenu. (question sur la situation des étudiants étrangers).
- La question du logement pour tous ; l'accès à la culture, la question de la dépendance ; rôle de l'Etat dans la répartition de ces ressources.

Autres :

- Problème de visibilité des politiques en fonction des gouvernements, changement fréquent de règlements (ex. ISF).
- Voir le patrimoine des élus avant et après leur élection
- Transfert des routes nationales vers des routes départementales...moyens différents selon les collectivités (problème d'entretien). Retour à une vision nationale car trop d'écarts. (ex : RCEA). D'autres arbitrages sont possibles (JO à Paris utile ?)
- Les sociétés d'autoroute...un scandale ! Elles sont rentables et augmentent leurs tarifs. Est-ce que tout peut-être privé ? Privatisation de la FDJ, ce n'est pas normal.
- Vente des services publics (Air France, FDJ)
- Fonctionnement du logement social (des sociétés HLM) ; critères d'attribution des logements. Réévaluation des situations financières. Précarité importante ; revoir les schémas d'attribution –
- Ne pas faire supporter les diminutions de taxes sur les communes (taxe d'habitation par exemple)
- Taxer le kérosène et les produits désastreux pour la planète.
- Les droits d'inscription des étudiants étrangers à la fac...pour les étudiants français, leurs parents paient déjà des impôts. Légitime de demander plus aux étudiants étrangers (sauf accord particulier et cas spécifique).